

Canadair Limitée—Loi

la Canadair a perdu de l'argent et, à ce moment-là, l'opposition conservatrice a attaqué Canadair comme une activité qui a gaspillé l'argent du public et sans reconnaître l'aspect d'investissement de cet argent. Et maintenant, alors que cet investissement a commencé à donner les bons résultats, que Canadair a commencé à faire des profits, à cause de cet investissement, le gouvernement conservateur veut aujourd'hui vendre cette compagnie. Pourquoi choisir ce moment pour vendre cette compagnie, monsieur le Président? Je pense que lorsque la compagnie a commencé à faire des profits, c'est un bon moment pour maintenir la compagnie dans le secteur public afin que les Canadiens puissent tirer profit de leur propre investissement. Mais le gouvernement conservateur a décidé qu'il veut poursuivre une politique de privatisation, et il veut avoir un exemple d'une réussite dans ce domaine. Et à cause de cela, il a choisi de vendre une compagnie qui est en voie de faire des profits, une compagnie qui a coûté, dans le passé, de l'argent au public, qui a été attaquée comme une source de gaspillage d'argent du public et c'est leur façon de dire au public: Bien, quand cette compagnie était dans le secteur public, elle a gaspillé l'argent et quand elle sera dans le secteur privé, elle fera un profit.

C'est leur essai de vendre la notion de privatisation. Monsieur le Président, je sais que cette approche va coûter beaucoup aux Canadiens. Le gouvernement canadien a donné beaucoup d'aide à Canadair et à Bombardier a payé un prix très bas pour Canadair, moins que les 2.2 billions que les Canadiens ont investi dans cette compagnie.

Bombardier a seulement payé 120 millions de dollars pour Canadair en même temps que les Canadiens investissaient 2.2 milliards de dollars. C'est injuste, monsieur le Président, et c'est seulement un effort de la part du gouvernement conservateur de donner un cadeau à Bombardier, au secteur privé.

J'aimerais aussi mentionner que les garanties d'emploi dans cet engagement sont vraiment faibles. Il y a une garantie d'emplois dans cet engagement mais une garantie sans impact légal et aussi avec des lacunes, de grosses lacunes, et j'aimerais faire une citation, monsieur le Président.

• (1120)

[Traduction]

«La société Bombardier s'est engagée à maintenir les niveaux d'emploi existants à la Canadair, sous réserve de changements cycliques et de saines pratiques de gestion». Et ainsi de suite.

[Français]

... un conservateur m'a demandé quel était le problème avec cela. Le problème est que ce n'est pas une garantie réelle, c'est simplement une constatation qu'il y aura de l'emploi si l'économie est forte et si la compagnie connaît beaucoup de succès. Il ne s'agit pas là d'une vraie garantie d'emplois.

Monsieur le Président, je pense que le gouvernement conservateur a seulement pris une attitude idéologique concernant Canadair. Il est temps pour Canadair de demeurer dans le secteur public parce que Canadair commençait à faire des profits et cela aurait été une bonne chose pour les Canadiens de profiter de leur propre investissement.

Je veux aussi dire que cet engagement avec Bombardier pour acquérir Canadair soulève d'autres questions. Les gens du Manitoba voudraient savoir si cet engagement originel incluait

le contrat pour les F-18. Est-ce que le gouvernement est prêt à mettre sur la table tous les documents concernant cet engagement avec Bombardier afin que tout le monde constate si le gouvernement, au moment où il a décidé de vendre Canadair à Bombardier, a pris un engagement concernant le contrat des F-18? Monsieur le Président, c'est une question importante parce qu'à Winnipeg nous avons le sentiment d'avoir été maltraités dans ce processus de décision au sujet du contrat des F-18, et il y a beaucoup de gens à Winnipeg qui croient que, selon toute apparence, le gouvernement a promis ce contrat à Bombardier à partir de l'engagement de cette dernière d'acheter Canadair. Pour répondre à ces questions, monsieur le Président, je pense que ce serait une bonne idée pour le gouvernement de donner toute l'information, tous les documents concernant ce contrat, parce que si le gouvernement a pris un tel arrangement avec Bombardier concernant Canadair et le contrat des F-18, ce n'était pas possible pour le gouvernement d'être juste envers Winnipeg et d'autres compagnies qui ont présenté des soumissions pour ce contrat. Et je pense que si le gouvernement n'a pas fait un tel engagement, c'est facile pour lui de partager toute l'information.

Je veux mettre l'emphase sur la question de l'emploi, et je pense que c'est important pour le gouvernement d'avoir une meilleure garantie que celle qu'il a reçue de la compagnie Bombardier concernant l'emploi parce qu'il n'y a pas de raison de vendre cette compagnie à ce moment-ci, alors que la compagnie est en processus de faire des profits, et en vendant cette compagnie, on mettra en péril les emplois de ces gens-là.

Les Canadiens ont investi beaucoup d'argent dans cette compagnie et ce, dans le but de conserver les emplois. Après avoir investi plus de 2 milliards de dollars dans cette compagnie pour garder les emplois, je pense qu'il ne suffit pas d'avoir une aussi faible garantie que celle reçue par le gouvernement.

Notre ministre des Finances (M. Wilson) a fait une promesse concernant la compagnie Canadair. Il a promis une «Super Crown Corporation» afin de maintenir la Canadair dans le secteur public et d'aider à développer une stratégie aérospatiale canadienne. Et la vente de la Canadair à la Bombardier est une indication claire d'une promesse rompue que le gouvernement conservateur avait fait au cours des dernières élections fédérales.

C'est important parce que ce gouvernement a une réputation de briser ses promesses. Les gens ont perdu confiance en ce gouvernement. Il a brisé beaucoup de promesses et les gens pensent: Quand pourrons-nous avoir confiance dans les constata-tions de ce gouvernement? Et avec cette vente-ci, c'est une autre fois que le gouvernement brise ses promesses faites au cours des dernières élections.

Je pense que ce gouvernement va tomber, non seulement à cause des mauvaises décisions, des erreurs de jugement, mais aussi parce qu'il a donné une image au public d'un parti qui ne respecte pas ses promesses.

Une voix: Pas vrai!

M. Keeper: Le député de l'autre côté a dit: Pas vrai. Mais j'espère que le député entrera dans ce débat afin de venir clarifier le sujet pour tout le monde. Comment le gouvernement